

**SÉCURITÉ.** L'alerte intrusion a été déclenchée hier dans cet établissement après qu'un élève a été vu un couteau à cran d'arrêt à la main

## À Cherbourg, un couteau sème le trouble au lycée Millet

« QUAND j'ai vu les policiers, j'ai su que ce n'était pas un exercice. J'ai eu peur. » Cette élève de terminale du lycée Millet était en plein contrôle au moment où la sirène « alerte intrusion » a retenti hier vers 14 heures. Quelques minutes auparavant, une infirmière a aperçu un jeune homme « en train de remettre un couteau à cran d'arrêt dans sa poche », selon le sous-préfet Jean Rampon. Compte tenu du plan Vigipirate « urgence attentat » depuis l'assassinat du professeur Dominique Bernard vendredi à Arras, le proviseur Philippe Collin a décidé de déclencher le Plan particulier de mise en sûreté (PPMS).

### Une « méga méprise »

L'alarme a résonné en continu dans tout le quartier. L'école de la Polle, quelques mètres plus bas, a été avertie de la situation. Des centaines de lycéens ont été mis à l'abri dans leurs classes, certains se sont « cachés sous les tables », ont « verrouillé les portes » et « fermé les volets ». « Au début, on a cru à un exercice, témoigne une lycéenne. Seulement, quand le surveillant a dit que ce n'était pas un exercice, j'ai vraiment paniqué. On avait vu sur la cour et on voyait des policiers qui arrivaient de partout. Finalement, on a entendu le message aux haut-parleurs pour dire que la situation était



➔ Le lycéen, scolarisé au lycée Millet de Cherbourg, porteur d'un couteau à cran d'arrêt, a été confié aux policiers.

maîtrisée. »

« Je n'ai pas pris de risque, raconte le directeur de l'établissement cherbourgeois. En moins de cinq minutes, les policiers sont arrivés. » « La

personne qui a donné l'alerte était extérieure à l'établissement et ne savait pas que c'était un élève du lycée, poursuit le sous-préfet. C'est une super méga méprise, un non-

événement en dehors de tout dogme religieux. Le jeune homme n'est pas menaçant. Il n'a pas été agressif et il n'y a eu aucune victime. La réaction du chef d'établissement est op-

portune et justifiée dans un contexte d'alerte attentat. Tout cela a été éprouvé positivement par le personnel du lycée et les forces de police, souligne Jean Rampon. Cet épisode

démontre que les établissements sont prêts. »

Le jeune lycéen porteur du couteau est un élève de seconde. Il a été confié aux forces de police et emmené au commissariat de Cherbourg. « C'est un élève autiste qui a pu déclarer être très angoissé par les dernières actualités. Lui et ses parents seront entendus », a fait savoir Pierre-Yves Marot, le procureur de la République de Cherbourg. « On pense que c'est un élève qui a surréagi par rapport à l'ambiance actuelle », ajoute la préfecture.

### Un contexte stressant

La situation a pu provoquer du stress chez certains comme cette jeune fille qui confie : « Sincèrement, même si les consignes de sécurité ont été renforcées, on a stressé. C'est normal, avec toutes les informations horribles que l'on entend dans les médias. » Dans ce contexte, une cellule d'urgence médico-psychologique a été déclenchée pour venir en aide à toutes personnes touchées, élèves, professeurs et personnel. Deux policiers sont restés aux abords de l'établissement jusqu'à la fin des cours surtout « pour rassurer la population et les parents ».

Juliette VOISIN

## Sous surveillance, les écoles, collèges et lycées s'adaptent

**13 H 45**, les élèves patientent devant un portail fermé du lycée Alexis-de-Tocqueville à Cherbourg. « Ça sert à rien, on est enfermé dehors », soupire David Gaylord, élève en bac pro Technicien en chaudronnerie industrielle. Cinq minutes plus tard, un conseiller d'éducation ouvre, pour une quinzaine de minutes, l'accès principal et surveille l'entrée des jeunes.

Depuis le déclenchement du niveau « alerte attentat » quatre jours après l'assassinat du professeur Dominique Bernard à Arras, les établissements scolaires ont reçu l'ordre du rectorat « de renforcer la surveillance des entrées dans les écoles et établissements ».

### Entrée unique

L'accueil des élèves doit être assuré par un adulte, un contrôle visuel des sacs peut être effectué et l'identité des personnes étrangères à l'établissement doit être systématiquement vérifiée. En cas de refus ou de doute, le directeur d'école ou le chef d'établissement peut refuser l'accès à l'établissement.

Pour accueillir les 1 200 élèves, huit des neuf accès du

lycée Tocqueville ont été fermés dès lundi. « On a presque tout fermé, explique la direction. L'entrée principale est ouverte sur des créneaux précis, en fonction des emplois du temps des élèves, dix minutes avant le début d'un cours et cinq minutes après. »

Au lycée Jean-François-Millet, même filtrage. « Le portail est ouvert seulement au moment des intercours », indique le panneau sur le portail n°4, le seul ouvert depuis le début des travaux. « Ça ne change pas grand chose, pense la lycéenne Maud en classe de terminale. Le plan Vigipirate veut éviter les attroupements mais attendre l'ouverture des portes renforce les attroupements. » « Les patrouilles de police sont accentuées aux abords des établissements. Il n'existe pas de menace particulière à Cherbourg », indique le lieutenant de police cherbourgeois Aubry.

### Des annulations

La menace est aussi prise au sérieux dans les écoles, à l'image d'un mail envoyé aux parents d'élèves d'une école en périphérie de Cherbourg



➔ Depuis le plan Vigipirate « urgence attentat », les lycéens de Tocqueville peuvent entrer par un portail, contre neuf habituellement, surveillés par un conseiller d'éducation.

demandant « de ne pas rester à discuter trop longtemps devant les grilles afin de ne pas avoir d'attroupement et de difficultés de circulation ».

Des événements scolaires ont été contraints d'être annulés ou reportés. C'est le cas du cross du collège de Bricquebec vendredi ou encore la réunion parents-professeurs pour les élèves de sixièmes prévue hier au collège Bucaille-Charcot de Cherbourg. Le café-parents prévu ce vendredi à la

sortie de l'école de Martinvast n'aura pas lieu. Au collège Cachin, les élections des délégués de sixième à la MJC et de troisième à La Cité de la Mer sont annulées.

Les voyages et sorties scolaires sont pourtant autorisés. « Il n'y a pas de restriction stricto sensu, indique le rectorat de la région académique Normandie. L'établissement se réserve le droit d'annuler ou pas une sortie scolaire, c'est à l'appréciation de chacun. Elles

doivent être signalées en amont à l'autorité académique. En lien avec les préfets, l'autorité académique pourra interdire un voyage si les conditions de sécurité ne sont pas remplies. Les sorties scolaires occasionnelles (théâtre, sortie nature, etc.) sont également autorisées. Elles ne nécessitent pas d'autorisations préalables auprès des autorités académiques. »

J. V.

## Une enquête flash

Au lendemain de l'hommage rendu à Dominique Bernard, professeur tué vendredi à Arras (Pas-de-Calais) par un ex-élève radicalisé, Gabriel Attal, le ministre de l'Éducation nationale, a réuni les syndicats enseignants sur la question de la sécurisation des établissements scolaires.

Il a annoncé « le lancement d'une enquête flash auprès des directeurs d'écoles et chefs d'établissements sur l'état d'équipement des établissements en termes de sécurité », a indiqué Guislaine David, secrétaire générale de la FSU-SNUipp, principal syndicat du premier degré (maternelles et élémentaires).

Les chefs d'établissements ont jusqu'au 20 octobre pour répondre à un questionnaire pour « dresser la situation précise des mesures de sécurité prises dans les écoles et établissements ».